

Réunion Citoyenne du 18 février à Clamart

Compte-rendu semi-exhaustif des interventions, en annexe les contributions reçues hors réunion.

Jean-Claude

Il faut changer la société sans violence. Nous sommes dans les nantis et nous devons partager. Il faut notamment rétablir l'ISF.

Gilles

Il faut financer la transition écologique par l'écotaxe sans étrangler les plus pauvres. Seule la transparence de l'affectation des recettes de cette taxe peut permettre son acceptation.

Valérie

Il ne faut pas être trop technique, l'intérêt dans cette démarche ce sont les rencontres. Les gens doivent continuer à se rencontrer. Ces rencontres, ces discussions ont permis de passer du prix du gasoil au référendum d'initiative citoyenne : c'est une forme efficace d'éducation populaire.

Olivier

Membre de plusieurs associations : les Déraillieurs, Vélorution. La taxe carbone, l'écotaxe sont censées financer la transition écologique. C'est un jeu de dupes entre l'État et les multinationales. A l'arrivée le plan vélo, sous financé, accouche d'une souris. Pourtant le vélo est une des solutions aux problèmes de transports en zone urbaine. Aujourd'hui à Clamart, à l'approche des élections, le Maire communique beaucoup, il déploie, en apparence, une débauche d'énergie en faveur du vélo mais dans les faits il refuse la ZFE en 2019 pour Clamart (annonce sur BFM Paris) et se limite à ripoliner l'existant. A chaque fois qu'une décision allant dans le bon sens est prise, aussi petite soit-elle, on peut être sûrs que le lendemain il sera sur les ondes pour dire tout le mal qu'il en pense. Remarquons qu'au niveau régional (Pécresse) ou national (Macron) ça ne se passe pas mieux. Demander la suppression de l'écotaxe est une hérésie on sait bien que le coût des carburants est nécessairement destiné à augmenter.

Frédéric

Le point de départ des gilets jaunes c'est la fiscalité sur l'essence mais plus généralement c'est le problème de la perception d'une fiscalité injuste. Par exemple la suppression de l'ISF ou la flat tax non proportionnelle. François Hollande avait promis une réforme de l'impôt, il ne l'a pas faite. Il faut absolument remettre l'impôt à plat : faire en sorte que l'IR soit une des sources principales des revenus fiscaux de l'État, plus forte progressivité de l'IR, rétablir la progressivité de l'impôt sur la capitaux (fin de la flat tax), rétablir l'ISF dans sa version précédente, diminuer la TVA.

L'évasion fiscale ne doit pas seulement faire l'objet de mesure de rapatriement de l'argent en France (« cellule de dégrisement de Bercy ») mais elle doit sanctionnée par de sévères sanctions pénales à l'encontre des fraudeurs.

Gérard

Des impôts oui mais pourquoi faire ? Tout va très lentement. L'écotaxe existe, dans son principe, depuis 1904 et n'a commencé à être mise en œuvre que dans les années soixante-dix. L'utilisation des recettes de cet impôt est opaque, on ne sait pas où va l'argent.

Yvonne

D'accord avec l'intervenant précédent, il faut bien remettre à plat les impôts à tous les niveaux pour qu'ils soient vraiment proportionnels aux revenus des personnes. Dans les inégalités il y a aussi l'accès au logement. Peut-être faut-il construire, mais pour qui, pourquoi, pourquoi-faire, pour quels besoins ? Il y a donc deux inégalités flagrantes qui paraissent importantes : l'inégalité devant l'impôt et l'inégalité devant le logement. Dans les campagnes qui se dépeuplent c'est le contraire : il y a des maisons qui n'ont plus de valeur et il n'y a pas de revenus pour payer la maison de retraite.

Isabelle

J'étais avec les gilets jaunes sur Paris plusieurs fois. Cela fait 20 ans que je suis à Clamart et je suis surtout syndicaliste au bureau de poste de Clamart. Je me suis battue sur tous les combats de la ville : défense des services publics, référendum de la Poste, hôpital Béclère. Les services publics de la ville partent les uns derrière les autres. En tant que syndicaliste je me suis battue aussi contre les réformes des retraites qui appauvrissent les retraités. Quand j'ai vu les gilets jaunes... nous ça fait 20 ans qu'on se bat sur ces questions-là et quand on manifestait, quand on disait à la population « attention vous allez voir ce qui va vous arriver », on rigolait « vous êtes alarmiste ». Je suis revenue des partis politiques parce qu'ils ont beaucoup déçu, ils ont beaucoup échoué. Il y a des différences entre la province et la ville, ce ne sont pas les mêmes problématiques. En province ce sont les salaires, le SMIC beaucoup trop bas. Ceux qui sont gilets jaunes ce ne sont pas que des chômeurs, ce sont des petits salaires qui n'arrivent pas à s'en sortir. On n'est plus dans le problème de chômage ou travail, on est dans un problème de salaire. Il y a aussi le logement. Le logement c'est primordial. Le logement est trop cher aussi bien en ville qu'en milieu rural. Il y a aussi les retraites qui sont trop basses. Les gens ne peuvent plus vivre de leur retraite et ça c'est très traumatisant. C'est parti sur le carburant, cela aurait pu partir sur autre chose. Il y a des points comme ça qui sont extrêmement sensibles et en France, on ne touche pas à la bagnole... mais quelque part on en a besoin aussi, et en province vous ne faites rien sans la voiture. Il y a aussi les conditions de travail et les salaires de la fonction publique que l'on oppose au privé...

Marie

Je voulais revenir sur le logement car du fait de mes activités auprès d'EMAUS, j'y suis assez sensibilisée. C'est un problème plus que majeur. Dans ce domaine on oppose les Français les uns contre les autres, avec la montée de l'intolérance vis-à-vis de l'étranger qui est quand même une véritable bombe à retardement. Tout ça parce qu'en fait on ne construit pas assez de logements. Dans les centres d'hébergement d'urgence, normalement en quelques mois les gens doivent en être partis pour aller ailleurs. En fait, ils y restent des années parce qu'ils ne peuvent pas en bouger. Pendant ce temps-là les autres ne peuvent pas y rentrer. Ils ne peuvent pas aller vers le logement social car beaucoup de ces logements sociaux nécessitent aujourd'hui des revenus importants. Sous le nom « logement social » on mélange tout. C'est ce manque de fluidité qui fait que l'on cristallise sur les étrangers, les démunis, les « gros paresseux » etc. Aujourd'hui on ne répond même plus à la charte du droit d'asile. On est dans une phase dramatique au niveau de la politique du logement. Depuis 2017 on a baissé la construction des logements et on va à l'explosion. On est dans une situation insupportable, intolérable et inhumaine.

Olivier

À Clamart il y a une privatisation du logement public. Berger fait en permanence la promotion de son accession à la propriété (qui avait déjà été initiée par Kaltenbach, notamment sur le parc Auzelles). La gestion du parc HLM par Clamart Habitat est très compliquée : le maire de la ville est également président de l'OPHLM : c'est l'opacité la plus totale et les conditions d'attribution sont obscures. Il y a un changement de la carte électorale qui est en train de se produire, Berger veut rajouter entre 5 et 10 000 habitants à Clamart (ex : ZAC Panorama, programme Grand Canal...). Vivre à Clamart a fait un décompte du nombre de logements nouveaux, c'est entre 6 000 et 7 000 soit environ 15 000 habitants et les voitures qui vont avec. Le stationnement là-haut c'est déjà n'importe quoi, ça va devenir encore pire. Ces nouveaux arrivants ne sont pas de la même couche sociale que les habitants, en fait on est en train de rajouter des ghettos en gentrifiant le Haut Clamart. Cela fait 45 ans que j'habite à Clamart j'aime cette ville parce que j'y ai vécu mon enfance et que c'est une ville très agréable. C'est une ville qui a évolué sociologiquement. En ce qui concerne le mouvement des gilets jaunes, je rappelle que les changements sans violence sont rares... Cependant le traitement médiatique met particulièrement l'accent sur les casseurs. Le système politique actuel donne le pouvoir aux élus sans permettre de contrôler ce qu'ils font. Je suis assez réticent sur le référendum d'initiative citoyenne, par exemple les votations en Suisse sur les minarets ou les votations sur la limitation des écarts salariaux, sans aucun effet... Je suis contre toutes les formes de domination et notamment celle du système capitaliste. Si l'on suit les collapsologues, on sait très bien que nos sociétés seront totalement modifiées d'ici la fin du siècle.

Marielle

Sur le référendum, le pire c'est de ne pas les respecter ! Exemple, le référendum sur le Traité constitutionnel. Le problème ce sont les critères qui nous enferment : les 3 % de déficit, le problème de la dette. Dans ces conditions ce sont les marchés qui font la loi et on ne peut pas passer de mesures sociales. La baisse des charges qui est consentie aux entreprises est en réalité une baisse de salaire. Je suis de l'association ATTAC, nous avons vu ce qui s'est passé en Grèce ! Tant que l'on ne déclarera pas une partie de la dette illégitime, on ne s'en sortira pas. Je tiens une permanence d'écrivain public et je ne peux pas aller aux manifestations des gilets jaunes parce que j'ai peur. C'est

une atteinte à la démocratie de ne pas pouvoir aller manifester parce que l'on a peur d'avoir une main arrachée ou de perdre un œil. Dans ma permanence d'écrivain public, les gens que je vois ce sont surtout des femmes qui travaillent dans des conditions invraisemblables, qui sont précaires, qui n'ont pas de logement, qui dorment dehors...

Bruno

Je voudrais remercier les gilets jaunes car c'est grâce à eux que nous sommes là ce soir. Cela fait 200 ans que l'on n'avait pas pu se réunir comme cela ! Leur parole n'est pas entendue, et en tout cas elle est déformée par les media, et d'autre part nos représentants ne la transmettent pas au sommet de l'état ce qui pose un problème de démocratie. En France la 5e République est une monarchie républicaine dans laquelle après un référendum on fait voter le Parlement si le résultat ne convient pas. A toutes les élections je me retrouve à devoir voter pour la personne la moins terrible ! J'ai une proposition : on devrait revenir à une situation plus simple où la démocratie partirait du bas. On aurait un volontariat puis un tirage au sort parmi les volontaires. Ces gens auraient une formation de 6 mois, un an, pour faire de la politique, une formation « technique ». On aurait ainsi une représentation politique qui nous entendrait.

Caroline

Je ne vais pas revenir sur toutes les dominations, celles imposées par le capitalisme, l'école, la famille... J'ai du mal à croire à ce grand débat. Je pense qu'il y a une déperdition des forces, des volontés et des imaginaires. Peut-être qu'on n'est pas écouté parce qu'on n'imagine pas assez ? Il y a beaucoup de gens qui ont des expériences très différentes, qui ont déjà changé le quotidien. On parle de « Demain » et « Après-demain », le nouveau documentaire de Cyril Dion qui vient de sortir, mais pourquoi pas « Aujourd'hui » ? Par exemple il y a l'association des Déraillleurs, qui avaient mis en place le pédibus. C'est ce type d'initiative qu'il faut encourager et transmettre. On doit transmettre.

Olivier

Quand j'habitais au Jardin parisien on pouvait envoyer son enfant à l'école à pied, aujourd'hui plus personne dans Clamart n'envoie, avant le collège, ses enfants à l'école à pied parce que c'est impossible. Aujourd'hui les gens prennent leur voiture mais si l'on fait des pistes cyclables on peut changer les choses au quotidien.

Marc

Un mot sur l'ISF qui n'est certes pas l'alpha et l'oméga. Si on écoute dans les médias ce que l'on dit sur l'ISF, on va faire peur aux riches, ils vont désertier le territoire national et ce sont nous qui allons en subir les conséquences avec le chômage. Ce raisonnement signifie que les états, les gouvernements, sont s'effacent devant les entreprises et ceux qui détiennent le pouvoir économique, c'est inacceptable. Ce qu'il faut mettre en avant ce n'est pas le chantage mais la justice sociale. Quand on veut de la démocratie on n'admet pas de donner à certains des privilèges parce qu'ils nous feront la grâce de nous donner des emplois. Sur le sujet de l'emploi et du travail, il y a eu des réformes : Rebsamen, El Khomri, Macron... Pour résumer, à l'heure actuelle, pour licencier quelqu'un il n'y a plus besoin de motif. Les 35 heures pour certaines catégories de salariés c'est-à-dire les durées limites journalières et hebdomadaires n'existent plus, les heures supplémentaires

sont de moins en moins rémunérés ou ne le sont plus du tout (les forfait jours par exemple). Avant nous étions défendus par les conventions collectives. Aujourd'hui, c'est fini. Dans les entreprises, petites ou moyennes, où l'employeur a un fort ascendant sur les salariés, il peut désigner n'importe qui, un non élu par exemple donc sans protection de l'inspection du travail, et le « contraindre » (on dit « inciter ») à signer un accord dont les bénéficiaires seront moindres que les conventions collectives. Je suis conseiller prud'homal, nous avons perdu environ 40 % des saisines (Paris, Lyon...) depuis les réformes libérales : on a mis un verrou à l'entrée, plus de documents à remplir et à transmettre qui nécessitent la présence d'un avocat. Cela limite les saisines, d'autant plus qu'un « barème » limite dorénavant les dommages et intérêts que l'on est susceptible d'obtenir. La justice sociale n'est donc plus accessible. Le tirage au sort c'est intéressant car cela permettrait de renouveler la population des élus mais il faut reconnaître aussi que s'ils sont forts c'est surtout parce que nous sommes trop faibles, que nous n'agissons pas suffisamment : nous restons trop dans la « servitude volontaire ».

Frédéric

Quand on présente l'ISF, on dit que finalement cela va permettre de récupérer de l'argent pour l'injecter dans l'économie. Il n'y a aucune preuve théorique ou concrète de cela, il n'y a aucune étude économique, on n'a jamais mesuré cela. Cela veut dire que soit les personnes qui produisent le discours n'ont pas le logiciel suffisamment développé pour comprendre que c'est une ineptie économique qui ne repose sur aucun fondement théorique, soit elles récitent un discours idéologique qui permet de faire avaler la pilule. Sur la question de la démocratie, il y a des logiques de démocratie directe qui sont le pendant d'un système de pouvoir qui est très descendant. Ce sont les deux faces d'une même médaille. Je ne suis donc pas favorable à la démocratie directe car ce que l'on a perdu, en fait, c'est la capacité des gens à se parler. Cela s'organise mais pour cela il faut des corps intermédiaires or les corps intermédiaires n'en ont plus rien à faire ! Il faut aussi des gens qui ont certaines compétences, on ne construit pas une décision politique dans une logique complètement descendante et a contrario on ne peut pas non plus construire une société démocratique dans la votation ponctuelle ou chacun est renvoyé à lui-même.

Lise

Je trouve ça super qu'il y ait ce grand débat, moi je suis artiste mais je ne savais pas suffisamment de choses, au départ pour pouvoir répondre au grand débat. Mais je ne peux pas laisser passer ça. En tant que citoyenne, Je ne peux pas ne pas répondre car sinon le gouvernement pourrait nous dire « je vous ai laissé la possibilité de répondre et vous ne l'avez pas fait » qui ne dit rien de bon... Je me suis donc beaucoup renseignée, j'ai lu en particulier les livres de Monique et Michel Pinçon, sociologue retraités du CNRS. et des articles dans le « MONDE ». Par exemple : Restrictions sur la liberté de manifester, Premièrement « la loi anticasseurs », Comme le dit François Sureau (dans le Monde du 5 février 2019) on n'a pas besoin de cette loi ! Il s'agit ici de juger des gens qui n'ont pas encore commis de délit. Cette loi est plus faite contre les citoyens qui veulent manifester que contre les casseurs. Deuxièmement - Sur les violences policières On voit l'utilisation qui est faite des LBD et des grenades. Nous sommes le seul pays en Europe à les utiliser. Ces armes ont également été massivement utilisées par des unités (BAC) qui ne sont pas

formées pour gérer les manifestations .Beaucoup de gens ont été mutilés, 17 ont perdu un œil, d'autres ont eu la main arrachée ou un pied endommagé: ce sont des armes mutilantes ! Je remercie les gilets jaunes parce que moi je n'ai pas eu le courage d'y aller parce que j'ai eu peur. Cela remet en cause notre liberté de manifester, il s'agit d'une atteinte à la démocratie. Cette 5e République n'est-elle pas monarchique? Premièrement- comment se fait-il que les parlementaires aient une immunité particulière et ne soient pas des citoyens comme nous face à la Justice? Deuxièmement- Le rôle du président et les trop grands pouvoirs détenus par ce seul homme, le président qui peut gouverner par le 49-3 ou les ordonnances passant en force les lois. Justice, transparence, impunité? Comment se fait-il qu'Alain Juppé se retrouve au Conseil constitutionnel par exemple alors qu'il a été condamné pour emplois fictifs donc détournement d'argent public? Comment continuer à garder éligibles des personnes qui manifestement n'ont pas de scrupule à détourner l'argent des contribuables. Troisièmement: Légitimité des élections, le vote blanc devrait vraiment être pris en compte. Il faudrait définir à partir de quel niveau de vote blanc une élection est illégitime et doit être reconduite. Reprise du deuxième : Rapidité et « agressivité des lois, passage en force » Macron veut faire une réforme de la fonction publique très rapide, par ordonnances, il veut supprimer 120 000 postes de la fonction publique pendant son mandat (cf: le Monde du 14 février 2019) et il veut privatiser au maximum par exemple la Française des jeux qui ne coûte rien et rapporte beaucoup à l'Etat. Il va donc falloir qu'il lève d'autres impôts pour compenser. Il veut aussi privatiser l'aéroport Charles de Gaulle alors que ce sont des entités qui marchent très bien et qui rapportent beaucoup (cf le Monde du 31 Janvier 2019) Il faut remettre l'ISF mais aussi supprimer la flat tax qui fait descendre l'imposition forfaitairement des plus fortunés non pas à 30 pour cent mais à moins de 13 pour cent sur les valeurs mobilières (cf: Pinçon) On nous dit « on va baisser les impôts, quel service public voulez-vous perdre ? ». On nous ment par omission, on nous manipule. Question Environnement : Les premiers à polluer ce sont les avions, ce sont les paquebots : ils utilisent du kérosène qui n'est pas taxé ! Les entreprises peuvent acheter des « droits à polluer » qui sont ensuite mis sur le marché mais il y a de la fraude là-dessus ! Le gouvernement nous culpabilise mais les plus gros pollueurs n'ont pas de soucis. Le gouvernement nous dit qu'il n'y a pas d'autre avenir que celui voulu par le néolibéralisme et que l'on doit se résigner à ce que les inégalités se creusent , que les riches deviennent toujours plus riches et que les pauvres et les classes intermédiaires soient de plus en plus précarisées mais il y a eu d'autres mouvements de gilets jaunes ailleurs en Europe et il y a les jeunes qui se mobilisent pour l'environnement... Les gens se mobilisent en disant qu'on peut imaginer un autre monde. Si on est ensemble on a une force ! C'est ça que j'ai trouvé d'extraordinaire chez les gilets jaunes. Ils nous ont redonné la lumière de l'espoir, l'espoir de pouvoir changer notre propre destin et celui de nos enfants, notre espoir d'être humains pour ne pas devenir les « esclaves » du néolibéralisme mondial Enfin, il y a une réduction d'impôt faite aux entreprises pour la recherche de 6 milliards d'euros par an A quoi est-elle vraiment utilisée ? On ne voit rien arriver dans les laboratoires... au contraire, de 350 offres d'emplois par an on passe à 300 alors que ces 50 emplois représentent 5 millions (cf. Le

Monde)

François

Pour revenir sur ce que disait Gérard, un exemple, le Danemark en 1973 a vécu comme la France le premier choc pétrolier et était alors au même niveau que la France en ce qui concerne le vélo. Actuellement c'est le pays qui a le plus de pistes cyclables en Europe ! Tout cela pour dire simplement que quand il y a une volonté politique les choses peuvent aller très vite.

Gérard

En 1968, et même un peu après, les écarts salariaux étaient énormes. Dans les associations, nous n'avons pas tous suivi les mêmes chemins et nous ne sommes pas au même niveau. Avec Marie on agissait pour une association, Habitat et Humanisme. On a affaire à des gens qui ont de faibles revenus, qui sont logés et qui sont heureux ! Etre logé peut être un bonheur important. Les inégalités sont partout, les puissants en profitent et l'on n'y peut pas grand-chose. On n'a pas réussi en 1968 et je crains que l'on n'y arrive pas non plus cette fois-ci.

Isabelle

Quand j'ai reçu le questionnaire de Berger, j'ai regardé ça d'un air apitoyé, je me suis dit « ce n'est pas possible, il n'avait qu'à organiser un vrai débat » et j'ai jeté ça à la poubelle directement. Maintenant, on est ici pour donner notre avis alors on le donne. Pour moi il y a deux niveaux. Il faut d'abord moins d'impôt pour ceux qui ont peu d'argent et plus d'impôts pour les plus riches. Ensuite on peut se poser la question « Que fait-on de ces impôts ? ». Il y a des priorités : la lutte contre la pauvreté, de l'argent pour la santé, l'éducation, le maillage du territoire, les transports, l'écologie, l'accueil des réfugiés et le partage d'une façon générale. Le deuxième niveau, après, c'est plus vaste que ça. Les hommes politiques en France ont les mains liées par l'Europe, l'euro et la dette. Les élections européennes vont être très importantes, elles vont permettre de dire « Quelle Europe voulons-nous ? ». Ce que l'on voit monter en Europe actuellement est inquiétant...

Anna

Aujourd'hui le débat national je n'y crois pas. J'estime que les politiques qui nous gouvernent ne mettront pas en place des actions qui améliorent le système alors que c'est eux qui en profitent. S'il doit y avoir un changement, cela ne peut venir que des citoyens eux-mêmes. Nous sommes une assemblée où nous nous ressemblons beaucoup, les idées ne se confrontent pas vraiment ! Ce qui marche avec les gilets jaunes sur les ronds-points c'est que des gens qui ne se ressemblent pas se rassemblent. Ces gens se disent qu'ils ne sont pas d'accord sur tout mais ils arrivent quand même à se rassembler sur des choses du quotidien. Cette assemblée a une moyenne d'âge qui n'est pas la mienne et je suis un peu ici par erreur : si j'avais eu l'information qu'il y avait cette réunion, je n'y serais probablement pas allée... Aujourd'hui il y a des choses super bien qui se passent, mais elles se passent dans des

réseaux qui sont très séparés. Il y a des catégories de personnes que l'on ne voit pas, que l'on ne voit jamais, je pense particulièrement à ceux qui sont issus des quartiers populaires. C'est quelque chose qui me questionne beaucoup. Les gens disent qu'il ne se passe rien dans les territoires mais en fait c'est parce qu'ils ne voient pas ce qui s'y passe : il y a là des gens qui sont extrêmement engagés dans tout un tas d'actions...

Frédéric

Je vais faire des propositions et parler un peu du système institutionnel. Ce n'est pas tant ce qu'est le système qui importe, c'est ce qu'en font les gens qui est important. Proposition un : disparition de l'ENA ; deuxièmement, disparition des classes préparatoires et reversement de leur budget aux universités, les classes préparatoires sont juste des usines à recycler les élites ; troisièmement, impossibilité pour les hauts fonctionnaires de l'État, une fois qu'ils ont fait le choix de partir dans le privé, de revenir dans le public. Ces trois éléments induisent un changement fondamental dans le fonctionnement de l'État. Cela évitera également des phénomènes de connivence entre le public et le privé.

Valérie

On a parlé de démocratie, de la façon de lever l'impôt et de la façon de le dépenser. On voit la limite de ce débat : le temps que nous donne Macron n'est pas suffisant. Chacun a des idées, des compétences, sur tel et tel sujet mais il faut le temps d'en parler, d'en débattre. Par exemple, on n'a pas parlé de la façon dont sont imposées les entreprises. Mon père était chef d'entreprise, à son époque l'impôt sur les sociétés était de 50 % ! Cela le conduisait à choisir d'embaucher du monde ou de moderniser son entreprise plutôt que de payer de l'impôt sur ses bénéfices. Petit à petit le taux a diminué, il est passé de 50% à 40% puis 30 %, aujourd'hui on est à 25% et la loi de finances prévoit que l'on va passer à 22 % ! On a chacun des petits bouts de l'histoire et si on ne met pas ces petits bouts ensemble on n'a pas une vision globale. C'est pour ça que je pense qu'il faut que l'on continue à se rencontrer, à se voir et à partager des choses. Je rejoins en fait ce que disait Anna, chacun travaille dans son coin et on ne met jamais tout cela ensemble. Si on arrive à se rassembler on peut faire comme les entreprises et être capable d'être des groupes de pression. On peut déjà le devenir au niveau local, Berger peut céder si l'on fait suffisamment pression...

Isabelle

Je voudrais juste dire un petit mot de la fin. On a un très gros travail à faire sur les jeunes. Les gilets jaunes, il y a beaucoup de jeunes mais ces gens-là ne se retrouvent pas dans les débats publics et ça c'est un vrai problème. C'est une autre forme de lutte, ou c'est peut-être autre chose, les jeunes n'ont plus confiance dans les partis politiques et dans les organisations syndicales. Ils voient des gens qui reviennent, et qui reviennent encore, tout le temps les mêmes têtes ! C'est insupportable. Un moment donné c'est au citoyen de reprendre la main là-dessus. Il faut absolument que l'on aille chercher nos jeunes parce que ce sont eux qui feront la politique de demain.

Yvonne

Par rapport aux jeunes, justement, puisque il y a cette initiative du 15 mars de la grève dans les écoles. Comment pourrait-on les soutenir et faire quelque chose sur Clamart à propos de ce 15 mars sur l'écologie et le changement climatique ?

Contributions reçues hors réunion

Philippe

Je suis resté silencieux pendant la soirée d'échanges du 18 février, estimant que la parole devait être réservée aux générations plus jeunes. Par ailleurs, j'avoue que mon pessimisme concernant les désastres climatiques à venir est tellement sombre qu'il ne m'incitait pas à discuter sur des enjeux dont l'importance est majeure mais doit tout de même être relativisée.

Des jugements sur les interventions sont évidemment hors de propos. En revanche, ces interventions m'amènent à faire deux remarques.

La première : la France n'est pas seule au monde. Elle participe à un grand nombre de liens, d'accords, de relations de toutes sortes avec d'autres pays. La conséquence est qu'elle ne peut pas décider n'importe quoi.

Un exemple ? Il tombe sous le sens que l'absence de TIPP sur le kérosène est un cadeau formidable au transport aérien, sur lequel il faudrait revenir : mais les accords internationaux l'interdisent. D'ailleurs si on passait outre, le nombre d'avions fréquentant les aéroports français tomberait en chute libre, ce qui serait marginalement bon pour l'environnement mais un handicap économique insupportable.

De même, on peut souhaiter (c'est une vraie discussion à avoir !) que l'impôt sur les bénéfices des sociétés augmente au lieu de diminuer, mais cette diminution n'est faite que pour ne pas pénaliser la France par rapport aux autres pays qui font du dumping fiscal.

Donc voilà des idées de propositions qui sont légitimes, plutôt souhaitables, mais qu'un gouvernement responsable d'appliquera pas parce que la France est trop faible pour les appliquer toute seule. Seule possibilité : devenir plus puissant, et pour cela travailler à définir des positions européennes communes. Il y a des tas de gens qui souhaitent muscler la construction européenne précisément dans ce but.

La seconde remarque porte sur les institutions et la démocratie. Il faudrait profiter de l'épisode Gilets Jaunes et Grand Débat pour se clarifier les idées à ce sujet. Tout le monde semble acquis (à vérifier !) à l'idée que c'est bien d'avoir des institutions de démocratie représentative, et donc un Parlement, et aussi un Gouvernement ; mais qu'il faut renforcer d'autres institutions, qui concernent la démocratie directe, ou bien participative, avec de grandes discussions notamment sur le referendum d'initiative populaire.

Ma suggestion est de ne pas oublier qu'un gouvernement doit être capable de prendre des décisions, et parfois de les prendre de façon rapide. C'est impératif. Parfois les idées avancées posent des problèmes de ce point de vue. Par exemple si on tire au sort les députés au lieu de les élire, ce n'est pas un souci, et on pourrait même faire pareil avec des ministres ; mais si après qu'ils soient désignés il faut six mois pour les former au travail du

Gouvernement, alors qui va prendre les décisions pendant qu'ils sont en formation ? Voilà un souci. Quant au referendum, on voit bien que c'est un outil à faire fonctionner avec beaucoup de soin, ce qui impose de limiter son champ d'application à des domaines dans lesquels on peut se donner un peu de temps.

Jérôme

Ma remarque/proposition concerne à la fois la démocratie et la partie Education Nationale des Services publics, mais en se plaçant au niveau de l'Europe qui est curieusement et vraiment trop absente des thèmes abordés, surtout à la veille des élections européennes.

Au niveau Européen, une réelle démocratie impliquerait de pouvoir organiser un grand débat tel que le nôtre, avec des réunions dans lesquelles pourraient s'exprimer des participants de différents pays, sans que la langue soit un obstacle.

Automatiquement, on se dit, que cela doit se faire en Anglais, car même si cette langue n'est pas parlée par tout le monde, et de loin s'en faut, c'est quand même la plus répandue en Europe. Mais est-ce qu'il serait réellement possible de faire un vrai débat oral, dans de telles conditions permettant à n'importe quel citoyen le désirant de s'exprimer et de comprendre ce que les autres diraient.

A priori non, puisque cela nécessiterait un niveau en Anglais peu répandu, qui fait qu'un tel débat démocratique au niveau Européen ne peut avoir réellement lieu et serait uniquement réservé à une élite (sachant que l'on ne peut mettre facilement en place la logistique des multiples interprètes avec traduction simultanée qui existe au parlement européen)

C'est pour ça qu'il faut encourager la mise en place de l'apprentissage et de l'utilisation de l'Esperanto qui est à la fois la langue la plus rapide à apprendre (10 fois plus facile que l'italien selon certains) et la langue la plus riche qui existe.

Au niveau Français, il faut déjà que l'Education Nationale commence par accepter qu'un candidat puisse choisir l'Esperanto comme Langue Vivante Optionnelle au Baccalauréat (en plus de la vingtaine de langues déjà possibles) et ensuite donner la possibilité à nos enfants d'apprendre l'Esperanto à l'école, comme c'est déjà le cas en Hongrie.

Je suis à votre disposition, si vous avez besoin de précisions. Je précise, que je suis "bien sûr" Esperantiste, que j'étais au 100ème congrès annuel et mondial des Esperantistes qui s'est déroulé en 2015 à Lille et qu'effectivement dans le cadre de ce congrès (2500 participants de 90 pays sans aucun interprète) nous avons effectivement pu avoir des débats politiques sans que la langue soit un obstacle !

Claude

I.S.F. Rétablissement des IMPOTS sur les grosses fortunes – Industries mais pas sur les petites successions immobilières -

- RE INDUSTRIALISATION NATIONALISATION DES INDUSTRIES

- RECUPERATION des dividendes et à l'étranger par les industries Françaises et étrangères

- IMPOSER LES ACTIONNAIRES qui ne sont pas salariés mais bénéficient du travail des salariés
- IMPOSER LA ROBOTIQUE / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
- NATIONALISATION DES AUTOROUTES
- TRANSPORT DES MARCHANDISES par voie ferrée, les rivières, les transports non polluants
- AMELIORER AUGMENTER LES TRANSPORTS EN COMMUN "sous toutes ses formes".
- NATIONALISATION/AMELIORATION DES SERVICES PUBLICS Plus de fonctionnaires:
- RECONVERSION PROFESSIONNELLE SANS LICENCIEMENTS
- EMBAUCHES comprise L'APPRENTISSAGE DANS LES ENTREPRISES petites et grandes

L'ECOLE PUBLIQUE & LAÏQUE

SUPPRESSION des aides financières PAR L'ETAT pour les écoles religieuses

- Plus de formations et pédagogies pour les enseignants
- Autorité, respect imposé (de l'enfant et ses parents) pour les enseignants :
- rétablir les uniformes pour l'égalité et la laïcité (pas de signe distinctif d'aucune sorte toléré)
- des Psychologues et des infirmiers permanents dans les établissements
- Compris dans la scolarité : plus d'activités sportives et culturelles imposées aux élèves
- Séances de relaxation pendant les poses ou avant les cours
- -Plus d'aides financières pour les Etudiants

SANTE

Augmenter le financement et embauches des HOPITAUX PUBLIQUES-MATERNITE - CRECHES
Revoir les aides financières de certaines cliniques privatisées (ou même les supprimer)

AUGMENTER LA RESPONSABILISER DU MINISTERE DE LA SANTE qui Autorise les Mises sur Marché avec *leurs* **SUR LES EFFETS SECONDAIRES DES MEDICAMENTS** PAR LES INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES - REMBOURSER LES MEDECINES DOUCES : "HOMEOPATHIE - ACUPUNCTURE - OSTEOPATHIE - CURES"

RESPONSABILISER AUSSI LE MINISTERE DE LA SANTE POUR PLUS DE CONTROLE sur L'ALIMENTATION & ANIMALE & *condition de vie animale* - **TOUS PRODUITS POUVANT ÊTRE NEFASTE POUR L'HOMME & L'ENVIRONNEMENT - INTERDIRE IMMEDIATEMENT LES PRODUITS CHIMIQUES** - CONTROLER LES EFFETS DE LA POLLUTION

SECURITE SOCIALE (D° la santé)

Rembourser au même titre que toutes prescriptions médicales par ordonnances la médecine douce, homéopathie, acupuncture, ostéopathie, Le thermalisme inclus le transport et l'hébergement.

Refuser que l'ETAT (c'est nous) finance les préjudices causés par les Industries pharmaceutiques mais pénaliser les Industries Pharmaceutiques responsables : par exemple le scandale de la DEPAKINE - MEDIATOR etc.

En cas de plainte des malades, faire en sorte qu'elle soit totalement gratuite pour les Tribunaux

Dé rembourser la chirurgie et soins "de complaisances" n'ayant aucun lien avec un accident ou une maladie. Mais intégrer les remboursements de perruques, crèmes, prothèses, etc. des cancéreux, accidentés...

Traiter l'obésité pour toutes ses conséquences sur la santé par un suivi alimentaire imposé avec des nutritionnistes pour éviter la chirurgie (anneau sur l'estomac (qui éclate) et ou chirurgie de l'estomac) avec le diabète, les cancers, les prothèses des genoux etc...

LA PROTECTION DE L'ENFANCE de la naissance jusqu'à la fin des études des jeunes devenus majeurs.

AIDER LES FAMILLES : Il faut éviter le placement des enfants dans des centres ou familles d'accueils qui est un gouffre financier scandaleux. Car insuffisamment contrôlé par les services sociaux.

Un placement est souvent inutile si l'enfant est aimé et bien traité dans sa famille, à condition : de suivre très régulièrement toute la famille par des agents sociaux soit

Maintenir les familles très défavorisées dans un logement (pas d'expulsion) avec une aide financière appropriée & éducative

DROIT DE VISITE DES GRANDS PARENTS pour les petits enfants: La demande doit être impérativement simplifiée sans avoir l'obligation de prendre un avocat et passer par les tribunaux (c'est scandaleux).

JUSTICE & AVOCATS GRATUITS POUR TOUS :

CESSER TOUT FAVORITISME. C'est le pot de terre contre le pot de fer. Une mafia

DEPUTES - ELUS et ELECTIONS

avec l'obligation d'être présents aux Assemblées.

Les salaires (à reviser) de nos représentants doivent être imposables comme pour les fonctionnaires.

- Elections sur CINQ ans

- Pas de cumul des mandats

- A la proportionnelle

- Le vote blanc et l'abstention reconnus.

Le vote devrait être obligatoire en France.

LES ELUS AYANT UN CASIER JUDICIAIRE sont à exclure et ne doivent plus JAMAIS être éligibles.

LA LAICITE IMPOSEE EN France DANS TOUS LES LIEUX PUBLICS

INTERDIRE "TOUT" SIGNE DISTINCTIF VESTIMENTAIRE SE RAPPORTANT A UNE RELIGION ou SIGNE VISIBLE XENOPHOBE & PROVOCATEUR

Pour protéger les individus contre la haine XENOPHOBE et le racisme qui se développe dangereusement dans notre pays (et ailleurs) :

Ce serait déjà un moindre mal pour décourager les provocations des extrémistes

CONDAMNER TOUT ACTE ANTISEMITE QUEL QU'IL SOIT

LA MIGRATION :

- Par une politique réelle d'accueil et de protection
 - Exiger dès l'accueil l'Intégration contrôlée avec nos valeurs "républicaine et Laïque"
- Accueillir "sans réserve" les individus persécutés dans les pays pour une raison politique, anti-démocratique ou religieuse
- Aucune aide religieuse et financière ou éducative en provenance de pays étrangers
- Cesser le pillage des matières premières et l'ingérence de l'Afrique par l'Europe et la France.
- Aider les pays au développement pour combattre la misère responsable de l'immigration.
(Nos anciennes colonies sont la cause première de l'immigration.)
- Le réchauffement climatique doit nous faire réfléchir sur les déplacements des populations et celles à venir.

Il faut penser que ça peut aussi nous arriver

LA RETRAITE à 60 ans et revalorisée en fonction du coût de la vie

LE TRAVAIL à 35 heures surtout pour les industries soit plus d'embauches systématiques

LA CULTURE accessible à tous

LE LOGEMENT SOCIAL :

Plus aucune expulsion sous aucun prétexte sans être systématiquement relogé

(exemple : les enfants majeurs expulsés quand les parents décèdent ou ont quitté le logement)

PROTECTION ET MAINTIEN AU LOGEMENT DES FEMMES & ENFANTS

LES PARENTS ISOLES SANS RESSOURCES

AUCUNE EXPULSION POUR LES PERSONNES AGEES DE PLUS DE 65 ANS

LES FEMMES BATTUES MAINTENUES DANS LE LOGEMENT *MEME SANS ENFANT*

(interdiction du mari à se rapprocher du domicile)

- LE LOYER & LES CHARGES PROUVEES - PLUS DE PROPORTIONNELS AUX REVENUS pour éviter les ghettos des cités.

- TAXE LOCATIVE - L'APL A REEVALUER.

DANS LES LOGEMENTS SOCIAUX : LA REPRESENTATION DES ASSOCIATIONS POUR LES ELECTIONS doit être proportionnelle à "la moitié en pourcentage" du nombre total de résidents.
Inclus ceux qui ne votent pas ou votent blanc

En cas de score inférieur à la moitié des locataires concernés, le Président ou Représentant Associatif ne doit plus pouvoir décider au nom de ceux qu'il est censé représenter.

ECOLOGIE / URGENCE ABSOLUE & IMMEDIATE

- Interdire les pesticides et tous nuisibles qu'ils soient dans l'alimentation humaine ou animale, dans les produits, la terre ou l'air. **Privilégier les produits français.**

CREER des emplois par le soutien financier des nouvelles innovations.

CESSER LES PRODUCTIONS INTENSIVES

PROTECTION ANIMALE : interdire les élevages intensifs - abattoirs humanisés- nourriture

- Pénaliser les pollueurs en diminuant le prix **DU BIO** mais augmenter les autres et taxes
- Interdire le plastique. Privilégier le verre (& pour la distribution de l'eau en bouteille)
- NATIONALISER & GRATUITE DE L'EAU
- Interdire toutes **les 'importations** contenant des pesticides ou produits polluants, pouvant mettre en danger notre santé, mais aussi néfastes pour la planète (déforestation, huile de palme etc...)

REFORESTATION EN FRANCE - ENGAGER NOTRE RESPONSABILITE DANS LE MONDE

Caroline

En ce qui me concerne je pense qu'il y a deux échelles, celles du local et du National.

Si on veut jouer le jeu, il faut le jouer à fond. Emmanuel Macron lorsqu'il anime des tables rondes avec des élus pour argumenter sa vision politique lors de la mise en train de son Grand Débat appelle les élus, souvent plus âgés que lui : « Mes enfants » ! Nous devons refuser d'être maintenus dans un état de domination infantilisante. C'est ce qui s'exprime violemment lorsque les GJ lancent à la volée : Macron-Démission !

Alors reprenons les thèmes de l'exercice du Grand Débat.

Il faut imposer la nécessité du courage et de la volonté politique aux gouvernants, sans volonté politique. On tourne en rond sans fin. Les enjeux sociaux, écologiques et économiques sont entièrement interdépendants.

C'est de paradigme qu'il faut changer. Relier les enjeux écologiques aux sociaux.

Les partis dont le Ps, les Républicains et EELV ont implosé. J'ai l'impression que le PC se rajeunit. Sans opposition solide, c'est la certitude pour LREM d'avoir accès à la Voie Royale. Ce serait une bonne chose si des citoyens reprenaient durablement la parole : une parole forte et structurée.

Des questions des débuts de réponse :

Le Pouvoir d'Achat

Le problème de l'économie de chacun, du pouvoir d'achat tellement rétréci par rapport aux charges qui s'alourdissent tout au long de la vie alors que les salaires, le smic ne sont pas revalorisés depuis des décennies, c'est que les aléas de la vie, le chômage, la maladie, la dépendance et tout type de précarité est ingérable. Si depuis 1978 l'État emprunte des milliards pour prendre en charge la dépense publique et crée une dette qui l'asphyxie, le citoyen lui subit tout au long de sa vie la violence de la réalité économique sans aucun recours.

Nous devons remettre à plat cette réalité-là pour trouver des solutions d'accompagnement et innover socialement. L'argent est peut-être un jeu intellectuel pour les économistes, une excitation pour les traders et les banquiers. Mais l'argent est indécent lorsqu'il s'invite dans des situations humaines critiques. Nous devrions imaginer des possibilités de s'en libérer totalement ou partiellement selon les circonstances de la vie.

Le RIC

Lorsqu'il a été exprimé par les Gilets Jaunes depuis les ronds-points, je me suis réjouie de cette évocation progressiste. On ne peut pas réfuter en bloc les effets de la Démocratie Participative. Il y a effectivement des aberrations dans les propositions de loi citoyenne, mais aussi beaucoup de bon. Il faudrait parler du RIC national et du RIC local. En Suisse, il y a des initiatives fédérales et locales. Si Clamart Citoyenne était plus forte à l'échelle locale, nous aurions pu imaginer de proposer en Mairie une pétition de 2.000 signatures sur le thème de : "Quels modèles du vivre ensemble et quelle construction architecturale pour la Ville ? » Même si cela n'aurait pas abouti à infléchir les choix du Maire, cela aurait sauvé l'âme de Clamart, car franchement quelle vision décalée et passiste que celle que l'on voit s'édifier à chaque coin de rue sous nos yeux.

En Suisse on constate que les Initiatives citoyennes permettent d'apaiser les tensions qui seraient plus vives sans Démocratie Participative. Après le vote contre les Minarets, l'immigration de masse l'UDC (droite extrême!) a perdu des points. Il faut voir le RIC sur le long terme. Seules 50% des initiatives suggérées sont portées au vote. Et c'est à l'état de droit de prendre le relais.

À Grenoble, Éric Piolle a tenté d'appliquer la mesure de l'Interpellation et de votation d'initiative citoyenne qui a été interdite par le Tribunal Administratif de l'Isère. C'est évident que la Démocratie Participative fait peur. À Genève en 1988, les alternatifs ont recueilli 17.000 signatures pour que la Ville ne démantèle pas des Bains des Pâquis dans la Rade. Les Bains des Pâquis est un îlot protégé magnifique toujours géré par une association majoritairement composée d'alternatifs !

La démocratie participative est à dessiner sur le long terme. Cela fait des années qu'en France le pouvoir politique, âgé, blanc et masculin asphyxie les forces vives. Au Parlement il y a 1% de représentation des classes laborieuses ! C'est dingue.

Si on n'avance pas aujourd'hui. Rien ne bougera jamais. 1968-2019, cela fait plus d'un demi-siècle que le politique s'étiole dans le cadre de la Vème République....

L'ISF

La Fiscalité est une usine à gaz. On démantèle la Taxe d'Habitation de 80% des Français qui y étaient soumis. Probablement que les 20% des plus riches en seront exonérés aussi. Comment financer la dépense des Collectivités sans le payement de cet impôt dont le barème doit être révisé ?

Du régime de l'ISF à celui de l'ISL, trois milliards perdus pour la dépense publique ? Taxer le patrimoine immobilier sans inclure d'autres biens de la fortune est choquant tandis que les crédits d'aide au logement au contrat aidés baissent d'autant (3,26 milliards)!

Tant que le mécanisme de la cavalerie, liant l'emprunt et le remboursement de la dette sans fin n'est pas remis en cause, le pays ne trouvera pas de moyens pour financer les activités non-lucratives : la santé, l'éducation, la recherche, la culture et la transition énergétique !!!

Tout apport doit être considéré. Le produit de l'ISF avait progressé ces dix dernières années parce que l'enrichissement des plus riches augmente considérablement.

C'est aujourd'hui, alors que la question des Finances Publiques asphyxiées par la dette se pose, qu'il faut appliquer, sans esprit revancharde, l'ISF.

Sans révision des affectations des dépenses du budget et sans mesure contre la poursuite du mécanisme du cycle infernal emprunt/remboursement de l'emprunt il n'y aura pas de grand changement.

La taxe sur l'essence donne bonne conscience mais ne résout pas les conséquences écologiques désastreuses. 25% des émissions du Co2 le sont par les transports.

C'est aux gros pollueurs, l'aviation, le maritime, qu'il faut appliquer cette taxe. Comment se fait-il qu'un billet de train coûte trois à quatre fois plus cher qu'un voyage en avion ou en bagnole ?

Ce sont des solutions nouvelles qu'il faut trouver là encore. Interpeller et mettre la pression sur les constructeurs automobiles et les publicitaires qui mettent en scène la voiture dans de si belles images. Si l'on veut réduire l'effet de serre, ce n'est ni la voiture électrique qui est un désastre au point de vue de l'utilisation des ressources fossiles ni la production de modèles de plus en plus sophistiqués pour séduire le consommateur qui l'atteindra.

C'est tout le système de la mobilité qu'il faut repenser dans les zones excentrées en combinant l'usage de la voiture avec des remises en service de transports collectifs et en « interdisant » les cross-overs et voitures polluantes en ville.

Si l'on regarde le budget de l'État, 1% est dédié à la Transition Écologique, pour quelles options, quels choix ?

Le budget écologique de l'État c'est une misère au fond. 10,59 milliards alloués à la transition écologique, alors que la France a 50 années de retard et doit en urgence changer progressivement de paradigme, et profiter de la crise écologique pour créer une nouvelle économie.

Allons revoyons-nous. J'étais heureuse après avoir refusé d'adhérer à EELV qu'à Clamart, dans le groupe Citoyen le rouge et le vert s'associaient. Dix ans plus tard on peut dire qu'en ajoutant au sigle un C en jaune, on produit un sigle rouge-jaune-vert assez rastaquouère et cela me plait bien.

Pour finir, je signale être en colère contre les aspirateurs à feuilles à essence anti-écologiques, préjudiciables à la santé des agents municipaux qui les manient dans les rues de Clamart.

Roland

Renforcer le rôle du Parlement qui maîtrisera son ordre du jour sans intervention du gouvernement.

Etendre la proportionnelle intégrale, sans prime majoritaire, à tous les scrutins (élections municipales, départementales, régionales etc.).

Suffrage universel direct pour élire les membres du Sénat en même temps que les élections régionales, sur une liste régionale complémentaire, sur un seul tour.

Reconnaissance du vote blanc et définition d'un seuil minimal d'expression légitimant une élection.

Limitation dans le temps et dans les postes du cumul des mandats.

Transformation du Sénat en chambre des régions, qui disposera de pouvoirs législatifs concernant l'organisation territoriale de la République.

Renforcer les régions et les doter de pouvoirs élargis, en allant progressivement vers la suppression des conseils départementaux, en faisant reposer l'autonomie fiscale en partie sur une décentralisation des recettes fiscales de l'Etat et sur le développement d'une fiscalité écologique.